

# Les déchets en PACA

---

**Frédéric Baey et Jean-Luc Rousseau**

**DREAL PACA/SPR/URCS**

**13 novembre 2019**



**DREAL**  
PROVENCE-ALPES  
CÔTE D'AZUR

Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Provence-Alpes-Côte-d'Azur

# Situation des déchets en PACA

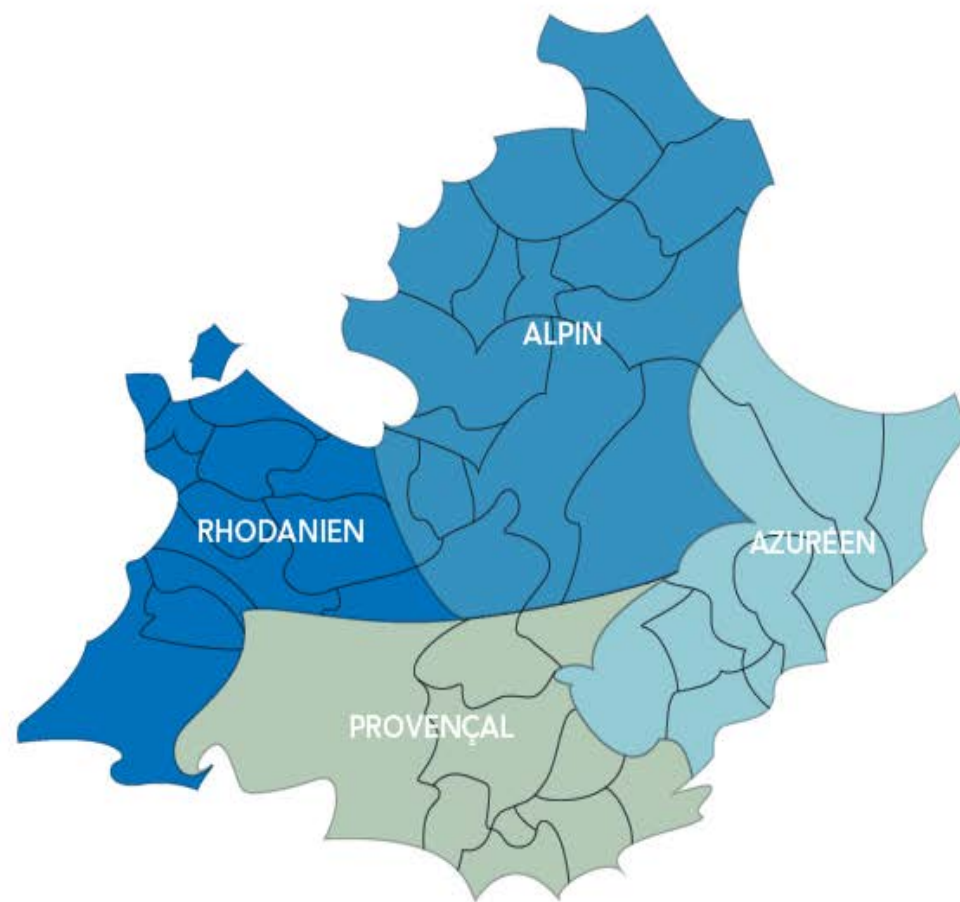
- Au vu :
  - de la quantité de déchets produits par la Région PACA,
  - de la baisse, en 2018 et 2019 des capacités de stockage disponibles suite aux
- il est estimé que plusieurs dizaines de milliers de tonnes de déchets non dange
- Les besoins se situent principalement dans les départements du Var et des Alp

# Situation des déchets en PACA

- Il est à noter que plusieurs dossiers de demande de création ou d'extension de sites de stockage sont en cours d'instruction, principalement dans le Bassin Provençal (13 et une partie du 83),
- Toutefois le début d'exploitation de la plupart de ces dossiers ne peut être envisagé, dans le meilleur des cas, qu'en fin d'année 2020.
- La crise déchets va s'intensifier en cette fin d'année 2019 du fait de la saturation des ISDND et UVE de la région. De plus, il faut considérer une quantité, à ce jour indéterminée, de refus de tri des déchets d'activités économiques (DAE) et de déchets du BTP qui, par ricochet, seront également sans exutoire fin 2019.
- Par ailleurs l'exportation des déchets PACA vers d'autres régions se heurte à la planification en vigueur et à l'acceptation sociale des régions susceptibles de les recevoir.

# Les 4 bassins de vie de la planification régionale

## BASSINS DE VIE



source : CR région Sud – Provence-Alpes-Côte d'Azur 01/2017

# Responsabilité des producteurs et des détenteurs

## *L.541-2 CE – Responsabilité du producteur et du détenteur*

Tout producteur ou détenteur de déchets est tenu d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion, conformément aux dispositions du présent chapitre.

**Tout producteur ou détenteur de déchets est responsable de la gestion de ses déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers.**

Tout producteur ou détenteur de déchets s'assure que la personne à qui il les remet est autorisée à les prendre en charge.

→ *L. 541-46-I 8° CE Délit - Sanction : 75 000 € d'amende et 2 ans d'emprisonnement*

# Responsabilité des producteurs et des détenteurs

## *L.541-1 II CE – Principe de proximité de traitement*

**4° Organiser le transport des déchets et de le limiter en distance et en volume** selon un principe de proximité ;

Le principe de proximité [...] consiste à assurer la prévention et la gestion des déchets de manière aussi proche que possible de leur lieu de production et permet de répondre aux enjeux environnementaux tout en contribuant au développement de filières professionnelles locales et pérennes. Le respect de ce principe, et notamment l'échelle territoriale pertinente, s'apprécie en fonction de la nature des déchets considérés, de l'efficacité environnementale et technique, de la viabilité économique des modes de traitement envisagés et disponibles à proximité pour ces déchets, des débouchés existant pour ces flux et des conditions techniques et économiques associées à ces débouchés, dans le respect de la hiérarchie de la gestion des déchets et des règles de concurrence et de libre circulation des marchandises.

→ *L. 541-46-I 4° CE Délit - Sanction : 75 000 € d'amende et 2 ans d'emprisonnement*

# Responsabilité des producteurs et des détenteurs

## *L.541-1-II-2° et L.541-2-1 / CE – Principe de hiérarchie de traitement*

Les producteurs de déchets, outre les mesures de prévention des déchets qu'ils prennent, et les détenteurs de déchets **en organisent la gestion en respectant la hiérarchie des modes de traitement** définie au 2° « du II » de l'article L. 541-1 [*consistant à privilégier, dans l'ordre :*

- a) La préparation en vue de la réutilisation ;*
- b) Le recyclage ;*
- c) Toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;*
- d) L'élimination]*

→ *L. 541-46-I 8° CE Délit - Sanction : 75 000 € d'amende et 2 ans d'emprisonnement*

# Responsabilité des producteurs et des détenteurs

*Article L.541-1 II CE* – Principe de proximité du traitement par rapport au lieu de production

*Article L.541-2-1 I CE* – Principe de hiérarchie des modes de traitement

*Article L.541-2 CE* – Responsabilité des producteurs et détenteurs dans la gestion des déchets jusqu'à leur élimination ou leur valorisation

*Article L.541-2 CE* – Producteurs et détenteurs s'assurent que la personne à laquelle ils remettent les déchets est autorisée à les prendre en charge

→ *Article L. 541-46-I CE : le non respect de ces dispositions constituent des délits (Sanction encourue : 75 000 € d'amende et 2 ans d'emprisonnement)*



# Focus sur les déchets 5 flux

## 5 FLUX = DECHETS DE PAPIER, METAL, PLASTIQUE, VERRE, BOIS

*Articles D.543-278 et suivants du code de l'environnement*

Depuis le 1er janvier 2016, les producteurs et détenteurs de déchets de papier, de métal, de plastique, de verre et de bois des activités économiques (entreprises...) doivent :

- soit procéder eux-mêmes à leur tri et à leur valorisation ;
- soit les céder à l'exploitant d'une installation de valorisation ;
- soit les céder à un intermédiaire en vue de leur valorisation.

**Leur élimination en installation de stockage de déchets non dangereux est interdite.**

Cette obligation s'applique dès qu'une entreprise produit des déchets de papier, métal, plastique, verre, bois non collectés au titre du service public de gestion des déchets. Dans le cas contraire, le seuil est de 1 100 litres de déchets produits par semaine.

# Focus sur les biodéchets

*Articles L.541-21-1 et R.543-225 et suivants du code de l'environnement*

A compter du 1er janvier 2012, **les personnes qui produisent ou détiennent des quantités importantes de déchets composés majoritairement de biodéchets** sont tenues de mettre en place un **tri à la source** et une **valorisation biologique** ou, lorsqu'elle n'est pas effectuée par un tiers, une collecte sélective de ces déchets pour en permettre la valorisation de la matière de manière à limiter les émissions de gaz à effet de serre et à favoriser le retour au sol.

Seuil d'application jusqu'à 2025 : 10 tonnes de biodéchets ou 60 litres d'huiles alimentaires (*arrêté du 12 juillet 2011*)

Comment déterminer si la réglementation est applicable à un établissement ?

=> Règle de calcul au sein de la *circulaire du 10 janvier 2012*

ex : Dans le secteur de la restauration collective, le ratio est de 11 grammes par repas préparé en cuisine centrale et la production de bio déchets est de 134 grammes pour les autres segments de la restauration collective ; soit 145 grammes par repas servi.

=> Un établissement qui sert 189 repas par jour est concerné par la réglementation relative aux biodéchets.

# Focus sur les DASRI

## *Article R.1335-8 du Code de Santé Publique*

Les déchets d'activités de soins et assimilés sont soit **incinérés**, soit **prétraités par des appareils de prétraitement par désinfection** (ndlr : **banalisation**) de telle manière qu'ils puissent ensuite être collectés et traités par les communes et les groupements de communes dans les conditions définies à l'article L. 2224-14 du code général des collectivités territoriales.

→ *le DASRI banalisé devient un déchet non dangereux classique et est soumis aux dispositions du code de l'environnement en matière de hiérarchie de traitement notamment.*

# Focus sur les DASRI

*Extrait du Plan Régional de Prévention et Gestion des Déchets de PACA :*

Il a été retenu dans le cadre du PRPGD que 70% des déchets dangereux collectés devaient être valorisés (matière et énergie) en 2025, soit près de 240 000 tonnes supplémentaires à traiter dans ces filières par rapport à 2015. Dans ce cadre et concernant les déchets d'activité de soins à risque infectieux (**DASRI**), **la planification régionale demande aux exploitants des unités de valorisation énergétiques concernées de formaliser une convention de solidarité pour la prise en charge des DASRI qu'une installation ne serait pas en capacité de prendre en charge en raison d'une panne ou d'un incident ou d'un autre évènement de surcharge.**

# FIN



**DREAL**  
PROVENCE-ALPES  
CÔTE D'AZUR

Ministère de la Transition écologique et solidaire

[www.paca.developpement-durable.gouv.fr](http://www.paca.developpement-durable.gouv.fr)